



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

02-11-2016

Au centre des prochaines échéances électorales : la lutte des classes

Au vu du niveau affligeant des débats actuels concernant les prochaines élections, il est bon de revenir sur les véritables enjeux au cœur des prochaines échéances.

Il suffit pour cela d'examiner ce que proposent les différents partis dans leurs programmes respectifs.

Tous les programmes des partis politiques tentent de situer les enjeux politiques en dehors des rapports de classe, en dehors de l'affrontement entre les tenants du capital (le patronat) et le travail (la classe ouvrière).

La politique actuelle que le peuple rejette, n'est destinée qu'à maintenir, consolider, développer le capitalisme national et international selon les rapports de force. Elle est dirigée contre les travailleurs pour renforcer l'exploitation du travail pour plus de profit et concerne tous les domaines de la vie courante. Il n'est pas possible de concilier, de négocier le contenu de cette politique parce qu'elle est inconciliable avec les intérêts de la classe ouvrière. Ceci n'est pas une découverte, depuis que le capitalisme est né, l'antagonisme entre le capital et le travail n'a cessé de s'accroître, de s'aiguiser.

Les prochaines échéances électorales seraient-elles en dehors de cette lutte de classe ?

Hollande, usé par cinq années d'allégeance au Medef : pacte de responsabilité, crédit d'impôts divers, exonérations multiples, privatisations, a accompagné cette politique par la casse du code du travail, des services publics, des acquis sociaux, une restriction sans précédent des libertés individuelles, collectives et syndicales sous prétexte de terrorisme dont ils sont les premiers responsables... ,la liste est longue et mériterait de plus amples explications pour démontrer la complète soumission et compromission du pouvoir actuel aux multinationales et aux grandes puissances capitalistes. Hollande déclare aller jusqu'au bout de son mandat, on n'en doute pas.

Le Parti Socialiste et ses alliés comptent bien poursuivre la politique actuelle, les Hamont, Montebourg, Macron et consort ont tous appliqués méticuleusement les décisions de Hollande. Ils tentent, pour détourner le mécontentement, de se démarquer de la politique actuelle mais ne proposent rien pour que ça change.

La droite (les Républicains) veut poursuivre et accélérer l'exploitation capitaliste en proposant dans son (ses) programme la poursuite de la casse des acquis sociaux , de renforcer les aides publiques aux entreprises, de reculer l'âge de la retraite, d'augmenter le temps de travail, de supprimer massivement les emplois dans les collectivités territoriales et services publics, de poursuivre les privatisations, de casser le statut de la fonction publique, d'aller plus loin dans la casse du code du travail, des droits syndicaux... L'objectif est clair : servir le capital contre l'intérêt des salariés.

Le programme du Front National poursuit les mêmes objectifs. En dehors du discours haineux contre les immigrés, les réfugiés, pour diviser la classe ouvrière et s'abstenir d'expliquer les causes réelles de la situation actuelle, le Front National emploie un langage rassurant qui vise à camoufler autant que faire se peut ses propositions politiques. Les entreprises (nationales) sont au centre du développement économique, Il faut donc les aider (rien de nouveau), revoir

l'ensemble des services publics et leurs missions. Il prône la privatisation rampante de la recherche, une concurrence «loyale» des entreprises et des banques, de baisser les dotations d'État dans les collectivités territoriales, de rapprocher la formation générale vers les entreprises, de ne pas grever la rentabilité des entreprises, de lutter contre la fraude à la sécurité sociale etc... sans oublier une attaque en règle contre les droits syndicaux. Rien de différent dans le programme du Front National qui confirme sans ambiguïté qu'il est bien un parti au service du capital.

Mélenchon dans une interview au journal l'humanité du 31 octobre appelle à « dépasser » la lutte des classes, à développer un « populisme de gauche » (comprenez qui pourra !!). Le partage des richesses entre le capital et le travail qu'il revendique, est impossible parce que le capital ne partage rien, il faut tout lui arracher. Mélenchon le sait, mais il lui faut détourner le mécontentement populaire pour préserver les intérêts du capital.

Le Parti Communiste Français poursuit sa démarche gestionnaire, il recherche le meilleur moyen au travers d'alliances diverses et variées pour assurer une existence politique conduisant à l'instar de Mélenchon à de nouvelles impasses.

En clair, ils veulent tout changer pour que rien ne change !! Comme on le voit, en niant la lutte des classes, les partis politiques s'ouvrent le champ de la gestion et du développement du capital. Cette question a toujours été au centre des élections politiques quelles qu'elles soient. Celles qui viennent n'en sont pas dépourvues.

Notre parti est le seul à proposer une alternative politique en rupture totale avec celle du capital, il n'y qu'un seul moyen pour cela : prendre les moyens de production et d'échange sans aucune compromission, en confier la gestion aux travailleurs pour satisfaire les énormes besoins de développement économiques et les revendications sociales. L'argent existe, il faut le prendre au capital par les luttes, jusqu'à sa destruction.